



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29 janvier 2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-neuf janvier à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à DAUMAS Jacques, MARRON Corentin donne procuration à TEYSSIER Nicolas, ARMAND Michel donne procuration à GAILLARD Pascal, JEAN LEYNAUD Sylvie donne procuration à BOUSCHON Max

Absent : CIVIER Stéphane, AMRANI Hasiba, JOLY Delphine, KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Nicolas TEYSSIER

Date de la convocation :

Délibération n°2026-016

22 janvier 2026

OBJET : Budget Annexe Abattoir - Reprise exceptionnelle des excédents d'investissement pour transfert à la section fonctionnement et demande de dérogation

Transmis au représentant de l'Etat le :
Affiché le :
Notifié le :

30 JAN. 2026

30 JAN. 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles :

- L.1612-33 et R.1612-55 du CGCT fondant la faculté de reprendre exceptionnellement l'excédent d'investissement en section de fonctionnement,
- L.2224-1 et suivants relatifs aux Services publics Industriels et Commerciaux (SPIC) ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics à caractère industriel et commercial ;

Vu le projet de budget Annexe des Abattoirs municipaux ;

Considérant que le Budget Annexe de l'Abattoir doit faire face à des pertes de recettes d'exploitation dues à la mise en liquidation judiciaire de deux clients dont un client majeur pesant plus de 300 000 € de chiffre d'affaires,

Considérant le défaut de paiement de deux clients à hauteur de :

- 103 889,16 € pour l'entreprise Saveur des Cévennes
- 1 091,77 € pour la Cheville Cigaloise,

Considérant les procédures de liquidation judiciaire dont font l'objet les deux entreprises défaillantes,

Considérant l'obligation de constituer une provision pour la totalité du risque puis de constater l'irrecouvrabilité des sommes présentées à la prononciation du jugement de liquidation ;

Considérant que le manque à gagner et les dépenses induites par ces défaillances présentent un caractère exceptionnel et empêchent l'équilibre de la section d'exploitation du budget primitif 2026 ;

Considérant que le solde du compte 1068 est créditeur et correspond bien à des excédents anciennement constitués, définitivement affectés et sans condition d'emploi particulière,

Considérant que le compte 1068 des « réserves » du Budget Annexe de l'Abattoir présente aux comptes clos du 31/12/2022 un solde créditeur de 478 533,22 € et que l'affectation des résultats de 2023 les a placés en dotation complémentaire,

Considérant que le besoin d'équilibre de la section de fonctionnement impose de récupérer ce solde de 478 533,22 €,

Considérant que la dotation complémentaire constatée sur l'exercice 2023 contrevient à la règle des deux exercices successifs,

Considérant que cette opération est réalisée à titre exceptionnel, sans remettre en cause l'équilibre financier du budget annexe ni la capacité du service à assurer ses investissements futurs

Pour ces motifs, il est proposé au Conseil Municipal de saisir conjointement Mme la Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et Mme la Ministre de l'Action et des Comptes publics pour leur demander de pouvoir déroger aux dispositions des articles L.1612-33 et R.1612-55 du CGCT de procéder à la reprise d'une partie de cet excédent de la section d'investissement sur un seul exercice vers le fonctionnement à hauteur de 478 533,22 €, soit le montant de résultat de l'exercice 2022 affecté en dotation complémentaire sur l'exercice 2023.

- **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité.**
- **Autorise** Monsieur le Maire à saisir Mme la Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et Mme la Ministre de l'Action et des Comptes publics, afin d'obtenir l'autorisation de reprendre l'excédent de la section d'investissement vers la section de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article L.1612-33 du Code général des collectivités territoriales, à hauteur de 478 533,22 € soit le montant du résultat de l'exercice 2022 affecté en dotation complémentaire sur l'exercice 2023.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
--	---